

---

**NOUVELLES SUR LE COTON – 1<sup>er</sup> octobre 2007**

**Vent chaud et vent froid sur les négociations agricoles**

---

A la fin du mois de juillet, il convenait de reconnaître que si les choses ne bougeaient pas beaucoup dans la négociation agricole en général, le positionnement du coton au sein des modalités délivrées par le Président des négociations agricoles n'en était pas moins très positif. Force est de constater qu'aujourd'hui, la tendance s'est inversée : des avancées notables semblent se faire dans l'agriculture mais le blocage sur le coton se confirme.

**Le haro américain contre le coton**

Alors que jusqu'à maintenant, les Américains refusaient « tout simplement » d'entrer en matière sur la question du coton, notamment en ne faisant pas de contre-proposition écrite au C4, ils ont la semaine dernière explicitement remis en question un des engagements de Hong Kong qui veut que le coton soit traité de manière rapide. Madame Schwab a clairement affirmé que tout accord sur le coton ne pourrait venir qu'après un accord dans l'agriculture, ce qui remet en cause l'engagement de traiter le coton de façon prioritaire à l'intérieur même du processus de négociation. Cette position est d'autant plus surprenante que les négociateurs américains à Genève ont multiplié les rencontres avec le C4 au point que tout le monde attend une proposition écrite dans les meilleurs délais. Cette proposition est attendue par tous pour continuer à avancer dans la négociation conformément au mandat de Hong Kong. Toutefois, il semble bien que les américains n'ont jamais précisé quand cette offre était supposée venir ni même qu'elle était supposée être déposée avec qu'un accord soit trouvé dans l'agriculture en général.

La semaine dernière également, plusieurs Sénateurs américains ont « recadré » la marge de manœuvre de la Représentante américaine au Commerce en lui

adressant une lettre ouverte très explicite : si le texte sur le coton n'est pas modifié en profondeur dans les modalités, ces Sénateurs voteront contre la ratification d'un éventuel accord de Doha et contre le renouvellement du Trade Promotion Authority (Fast track) le cas échéant. Les Sénateurs auteurs de la lettre reviennent également sur l'engagement de Hong Kong d'accorder au coton un traitement spécifique au coton. Ainsi, en quelques jours, les Etats-Unis ont fait sauté (ou en tout cas tentent de faire sauter) ce qui est considéré depuis plusieurs années comme un acquis dans le processus de négociation. Ils ont soufflé un vent froid sur le coton, alimenté encore par la visite des représentants du National Cotton Council américain à Genève. Ces derniers tentent de démontrer que le vrai problème du C4 et des pays africains en général est la Chine, le montant indéterminé de ses subventions et ses restrictions dans l'accès aux marchés. S'il est vrai que la question chinoise mérite d'être posée et débattue, elle doit venir en complément et non en remplacement de la question des subventions américaines et, dans une moindre mesure, européennes, pour le coton. En règle générale, les Américains mettent en avant leurs programmes d'aide au coton (spécifique ou non, comme le WACIP<sup>1</sup>, l'AGOA<sup>2</sup> ou le MCA<sup>3</sup>) pour justifier des efforts déjà engagés dans ce secteur.

Dans ce domaine précis du coton, la pression est donc maintenue sur les Américains, non seulement par le C4 mais par le Groupe africain, les PMA et les ACP et les puissants membres du G20. Selon une source genevoise, « l'offre américaine devrait être un indicateur significatif du niveau d'ambition de Doha ». Pour ce qui est de l'Union européenne, elle soutient dans les grandes lignes la proposition du C4 (et notamment la formule de réduction de la boîte orange) mais déclare avoir un problème avec le plafonnement par produit de la boîte bleue. Les européens mettent en avant un problème constitutionnel relatif au Traité d'adhésion de la Grèce qui « forcerait » l'Union à accorder un soutien à la production de coton. Soutenus par de très nombreuses délégations, les pays du C4 ont encouragé l'UE à chercher une solution à son niveau et considèrent que les problèmes entre l'UE et le C4 sont loin d'être insurmontables.

---

<sup>1</sup> WACIP : West and Central Africa Cotton Improvement programme / Programme de renforcement du secteur coton en Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>2</sup> AGOA : African Growth and Opportunity Act

## **Vent chaud sur l'Agriculture**

L'offensive américaine contre le coton dans la négociation contraste vigoureusement avec leur récente offre d'accepter la fourchette proposée par C. Falconer dans le texte de modalités, élément sur lequel les Etats-Unis ne s'étaient pas prononcés jusqu'à maintenant. Pour la première fois, les Américains ont accepté d'abaisser le plafond de leurs subventions agricoles entre 13 et 16.4 milliards de dollars, contre un plafond à 22.5 actuellement. Ce qui a été prématurément présenté comme une avancée majeure a été nuancé par les Etats-Unis eux-mêmes, qui ont tenu à rappeler qu'ils ne s'étaient jamais formellement opposés au texte de modalités. Pour rappel, les Etats-Unis ont dépensé l'an dernier environ 11 milliards de dollars et la hausse des prix de la grande majorité des produits agricoles laisse penser que la consommation de subventions (de soutien au prix) sera faible ces prochaines années. Même si le pas en avant des Américains est bienvenu, la « concession » demeure donc toujours insuffisante pour les pays du G20 qui estiment trop chère la contrepartie en matière d'accès aux marchés.

Si l'administration américaine semble vouloir donner une certaine impulsion au processus de Doha, le sentiment général au Congrès demeure toujours pessimiste quant à une conclusion du Cycle. Avec cette offre, les Américains prennent l'avantage dans la négociation et renvoient la balle notamment chez les pays émergents. Bien évidemment, l'offre américaine est conditionnée à l'acceptation par les autres pays des fourchettes proposées dans le texte des modalités, notamment dans l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le fait d'avoir avancé d'un pas sur l'échiquier de la négociation semble donner aux Américains le droit de jouer au « blame game », notamment en pointant du doigt spécifiquement l'Argentine, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde.

## **Conclusion**

Comme le dit C. Falconer lui-même, il n'est pas encore temps de boire le champagne mais il est temps néanmoins de vérifier qu'il y a bien du champagne au frais ! C. Falconer a d'ailleurs préconisé une pause de deux semaines dans le processus multilatéral afin de laisser aux délégations le temps de discuter entre

---

<sup>3</sup> MCA : Millenium Challenge Account

elles ainsi qu'avec leurs capitales. Si la pression est maintenant indéniablement du côté des pays émergents, elle est également, plus subtilement, sur les épaules du C4. Il est en effet difficile de traiter avec un acteur qui certes apporte un déblocage presque inattendu dans la négociation, mais tout en reniant une partie des engagements antérieurs, au mépris des négociations précédentes. Il convient maintenant de s'assurer que le champagne soit partagé entre tous et que le coton ne devienne pas le grand sacrifié de la négociation.

---

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédents bulletins sont accessibles sur notre site: [www.ideascentre.ch](http://www.ideascentre.ch)

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse  
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41